

# Rapport explicatif de la modification de l'ordonnance du Conseil des hautes écoles pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles

du 23 juin 2021

## 1. Introduction

Conformément à l'art. 30, al. 2, de la loi du 30 septembre 2011 sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE)<sup>1</sup> et à l'art. 2, al. 2, let. b, ch. 1, de la convention du 26 février 2015 entre la Confédération et les cantons sur la coopération dans le domaine des hautes écoles<sup>2</sup>, le Conseil des hautes écoles a précisé les conditions de l'accréditation et a adopté l'ordonnance du 28 mai 2015 pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles (ordonnance d'accréditation LEHE)<sup>3</sup>.

Le Conseil des hautes écoles a décidé le 27 novembre 2017 de préciser que la procédure actuellement inscrite dans l'ordonnance ne concerne que l'accréditation initiale (cf. art. 1, let. c ; titre de la section 5 ; art. 8a). Le renouvellement de l'accréditation nécessite dès lors une réglementation distincte. C'est pourquoi le Conseil des hautes écoles a chargé le Conseil suisse d'accréditation (CSA) d'élaborer des propositions pour une procédure simplifiée de renouvellement de l'accréditation.

Après avoir discuté des concepts pour le renouvellement de l'accréditation avec diverses parties prenantes en tenant compte de l'expérience internationale et de l'avis des agences d'accréditation reconnues en Suisse, le CSA a soumis au Conseil des hautes écoles, pour sa séance du 25 février 2021, une proposition comprenant deux variantes de modification de l'ordonnance d'accréditation. La proposition de renouvellement de l'accréditation doit remplir les conditions de fond (art. 27 et 30 LEHE) et de forme (art. 32 LEHE, art. 8 à 20 de l'ordonnance d'accréditation LEHE) imposées par la loi et par les ESG (« Standards and Guidelines for Quality Assurance in the European Higher Education Area ») pour toute accréditation. Les discussions relatives à la proposition du CSA ont permis au Conseil des hautes écoles de retenir deux solutions envisageables pour la procédure de renouvellement de l'accréditation, à savoir :

- une procédure concentrée uniquement sur les conditions essentielles de la LEHE (variante 1) et
- une procédure concentrée de façon sélective sur les changements intervenus (variante 2).

Lors de sa séance du 25 février 2021, le Conseil des hautes écoles a exprimé sa préférence pour la **variante 1**. Il a toutefois décidé d'ouvrir la consultation sur les deux variantes proposées.

## 2. Commentaire des articles

### Art. 1 let. c

L'objet de l'ordonnance est étendu à la procédure de renouvellement de l'accréditation institutionnelle. Une adaptation formelle dans la phrase introductive concerne uniquement la langue italienne.

### Section 5 Procédure ordinaire de l'accréditation

#### Art. 8a Accréditation initiale et renouvellement en procédure ordinaire

Cette section régit l'accréditation initiale et le renouvellement de l'accréditation réalisés selon la procédure ordinaire. Le renouvellement de l'accréditation selon la procédure ordinaire est, d'une part, obligatoire après une procédure simplifiée de renouvellement de l'accréditation institutionnelle (art. 20a, al. 4) et d'autre part, toujours lorsque la haute école ou l'autre institution du domaine des hautes écoles en fait la demande (art. 20a, al. 1).

<sup>1</sup> RS 414.20

<sup>2</sup> RS 414.205

<sup>3</sup> RS 414.205.3

**Art. 11 Abs. 3**

Les spécifications concernant le contenu du rapport d'auto-évaluation sont définies dans un guide de l'Agence suisse d'accréditation et assurance de la qualité (AAQ). Le guide pour l'accréditation déjà existant sera complété avec ces spécifications et soumis à l'approbation du SAR.

**Section 5a Procédure simplifiée de renouvellement de l'accréditation institutionnelle****Art. 20a Variante 1**

L'alinéa 1 prescrit que la haute école ou l'autre institution du domaine des hautes écoles doit avoir déjà été accréditée à l'issue d'une procédure conduite conformément à la procédure ordinaire prévue à la section 5 pour pouvoir demander que la procédure de renouvellement de l'accréditation institutionnelle soit conduite selon les règles de la section 5a. Cette possibilité de renouvellement s'applique à toutes les hautes écoles ou institutions accréditées avec conditions (remplies) ou sans condition, les effets de l'accréditation étant les mêmes. La formulation proposée à l'alinéa 1 « La haute école ... peut demander... » donne aux hautes écoles et aux autres institutions du domaine des hautes écoles la possibilité d'obtenir le renouvellement de leur accréditation par la procédure « complète » prévue par la section 5 de l'ordonnance.

La première variante consiste en un examen limité aux exigences essentielles de la LEHE. Dans son rapport d'auto-évaluation, la requérante devra donc démontrer d'une part selon l'al. 1, let. a, ce qu'elle a entrepris depuis la dernière accréditation en application de son système d'assurance qualité pour contrôler et améliorer la qualité de son enseignement, de sa recherche et de ses prestations de services (art. 27 LEHE), de même que les autres éléments énumérés à l'art. 30, al. 1, let. a, LEHE ainsi qu'au standard 3.3 de l'Annexe 1 de l'ordonnance. À cette preuve de l'utilisation, du fonctionnement et de l'efficacité du système s'ajoute d'autre part, selon l'al. 1, let. b, la démonstration portant sur l'analyse critique par l'institution de son propre système et des changements nécessaires qu'elle y a introduits (standard 1.4 de l'Annexe 1 de l'ordonnance). Le rapport d'auto-évaluation (al. 3) sera ainsi plus synthétique et moins détaillé que celui de la procédure ordinaire adressant un à un tous les standards de l'annexe 1 de l'ordonnance.

Pour faciliter la tâche des institutions, celles-ci ont besoin de savoir précisément ce qui est attendu d'elles en tant que documentation, informations, analyses, questions, etc. Les spécifications détaillées sont du ressort de l'agence qui les soumet à l'approbation du CSA (voir art. 11, al. 3 et annexe a).

L'alinéa 3 rappelle les règles pertinentes de la procédure ordinaire qui sont applicables aussi à la procédure simplifiée du renouvellement de l'accréditation. Cela assure le respect des ESG conformément à l'art. 32 LEHE (rapport d'autoévaluation, visite, rapport des experts et décision d'accréditation). L'art. 14, al. 4 de l'ordonnance reste en particulier applicable. Cela signifie que si le CSA considère que le dossier est insuffisant pour juger des deux conditions selon l'al. 1, il pourra le retourner pour le faire compléter dans la mesure du nécessaire.

Selon l'alinéa 4, le renouvellement de l'accréditation selon la procédure simplifiée peut seulement suivre une accréditation issue d'une procédure complète suivant les règles de la section 5. Celle-ci a été conçue comme la procédure ordinaire offrant les meilleures garanties, et doit donc intervenir de nouveau avant une nouvelle procédure simplifiée basée sur l'art. 20a. Un tel changement (une procédure complète tous les quatorze ans au moins) se justifie au regard de l'importance de l'accréditation institutionnelle.

**Art. 20a Variante 2**

La deuxième variante se concentre selon l'al. 2 sur les changements du système d'assurance qualité intervenus depuis la dernière accréditation. Dans la procédure, seulement les éléments modifiés et/ou complétés du système d'assurance qualité sont approfondis et les éléments inchangés sont évalués sur la base des documents des procédures précédentes.

Sont considérés comme de « nouveaux éléments » au sens de l'al. 2 non seulement ceux introduits dans le système qualité par rapport au système examiné lors de l'accréditation, mais aussi ceux intervenus par exemple dans la mission ou la structure de la haute école et qui ont eu (ou auraient dû avoir) un impact sur ce système (cf. standards de qualité 2.1 et 3.1). Par exemple, un accord de collaboration entre deux hautes écoles conduisant à multiplier des programmes conjoints ou l'introduction d'un troisième cycle dans un institut universitaire spécialisé (offre restreinte de disciplines) qui n'avait que les deux premiers cycles lors de l'accréditation initiale.

Le renouvellement de l'accréditation allège la charge des hautes écoles et des autres institutions du domaine des hautes écoles en concentrant la procédure sur les changements apportés au système d'assurance qualité depuis la dernière accréditation.

Si aucune modification du système d'assurance de la qualité ou ayant un impact sur le système n'est intervenue, l'évaluation peut, selon l'al. 3, être effectuée sur la base des documents de la dernière procédure, à condition que les standards de qualité aient été jugés entièrement ou largement remplis dans la dernière procédure ordinaire. En principe, une haute école ou une autre institution du domaine des hautes écoles accréditée a entièrement ou largement atteint les standards de qualité au plus tard au moment où les conditions sont remplies. Pendant la période d'accréditation de sept ans, on peut cependant supposer que dans certains domaines, soit les conditions-cadres externes ayant un impact sur le système d'assurance qualité ont changé, soit, en tout cas, le système d'assurance qualité des hautes écoles et des autres institutions du domaine des hautes écoles a procédé à des ajustements. Dans ces cas, le groupe des experts effectuera sa propre analyse et évaluation approfondie.

Concernant les al. 1, 4 et 5, voir ci-dessus le commentaire relatif à la variante 1. Un projet des spécifications visées par la variante 2 figure dans l'annexe b.

### **Appréciation du CSA quant aux deux variantes proposées**

La **variante 1** réduit le nombre de sujets à traiter dans le rapport d'auto-évaluation de 18 (standards annexés à l'ordonnance) à 11 questions de synthèse (cf. annexe a). Cette réduction pourrait alléger de façon non négligeable le volume de travail des institutions en leur permettant de donner une vue plus synthétique de leur système d'assurance qualité. Cette proposition garantirait mieux l'égalité de traitement et permettrait aussi aux agences de respecter l'exigence demandée par les ESG (ESG 3.4) de livrer régulièrement des analyses basées sur leurs diverses évaluations.

La **variante 2** limite le réexamen aux changements intervenus dans le système d'assurance qualité ou ayant eu un impact sur ce système. La tâche des institutions est apparemment allégée, mais en pratique le nombre de telles modifications intervenues au cours de sept ans dans une institution est en général élevé. Pour limiter le renouvellement de l'accréditation aux seuls éléments modifiés, l'institution doit démontrer que les autres sont demeurés stables, ce qui rend aussi la simplification recherchée un peu illusoire. Par ailleurs, comme les modifications intervenues ne seront pas les mêmes dans les différentes institutions, il sera probablement plus difficile pour le CSA de comparer les rapports des experts et des agences et d'assurer la cohérence des décisions d'accréditation.

### **Entrée en vigueur**

Il est prévu que le Conseil des hautes écoles prenne connaissance des résultats de la consultation lors de sa séance du 25 novembre 2021 et qu'il adopte les modifications définitives de l'ordonnance et en fixe l'entrée en vigueur pour le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

### **Annexes :**

- Annexe a, Modification du Guide concernant la variante 1
- Annexe b, Modification du Guide concernant la variante 2